La place des femmes dans la vie politique et sociale en France au XXe siècle

- **INTRODUCTION**
  - BORNES CHRONOLOGIQUES
    - XXe siècle
  - CADRE SPATIAL
    - France
  - MOTS CLES A DEFINIR
    - Femmes
    - Vie politique
    - Société
  - PROBLEMATIQUE
    - Comment les droits politiques et sociaux des femmes se sont-ils renforcés au cours du XXe siècle?
- **CONCLUSION**
  - BILAN
    - réelle émancipation des femmes en politique et dans la société
    - Des difficultés
      - Problème de la parité en politique
      - Problème de l'égalité salariale
  - OUVERTURE
    - D'autres problèmes ne sont pas résolus
      - Violences conjugales
      - Tâches domestiques essentiellement réalisées par les femmes au sein des foyers
- I.La situation politique et sociale des femmes au début du XXe siècle
  - 1) Des femmes mineures, sous l'autorité du mari ou du père
    - Incapacité juridique de la femme (Code civil de 1804)
    - Devoir conjugal est une obligation pour la femme (Code pénal de 1810)
  - 2) Des femmes confinées à l'espace domestique et exclues de la citoyenneté
    - Opinion masculine est majoritairement misogyne
    - Une éducation différente de celle des garçons
    - Une légère augmentation de la main d'oeuvre féminine avec l'industrialisation
  - 3) Les premiers mouvements féministes
    - Une minorité de féministes radicales
      - Madeleine Pelletier
    - Des revendications essentiellement modérées
      - Union Française pour le Suffrage des Femmes
- II. Le combat pour l'égalité jusqu'en 1945
  - 1) Le tournant de la Première Guerre mondiale?
    - augmentation de la main d'oeuvre féminine en remplacement des soldats an front
    - 1918- retour aux valeurs traditionnelles d'avant 1914
      - femmes rappelées à leur rôle d'épouses ou de mères
      - lois natalistes de 1920 et 1923
        - avortement puni de la peine de mort
    - une minorité de femmes accède à l'émancipation
      - 600 000 veuves de guerre deviennent chefs de famille
      - femmes qui restent célibataires
      - *1922- La Garçonne de V. Margueritte*
        - mode des cheveux courts, des pantalons et de la cigarette pour une élite sociale
  - 2) Le renforcement des mouvements d'émancipation des femmes
    - contexte européen: droit de vote accordé aux femmes en Allemagne, en URSS et au Royaume-Uni
    - contexte en France: 1919- Sénat refuse le droit de vote aux femmes
    - années 1920 et 1930- développement des mouvements réclamant le droit de vote pour les femmes
      - Louise Weiss, association "La Femme nouvelle"
  - 3) Les premiers succès
    - Ecole
      - 1924- programmes scolaires pour les filles alignés sur ceux des garçons
      - augmentation du nombre de jeunes filles scolarisées
    - Politique
      - 3 secrétaires d'Etat nommées dans le gouvernement Blum (1936)
    - Seconde Guerre mondiale
      - 20 à 30% des effectifs de la Résistance
      - 1944- GPRF accorde le droit de vote aux femmes
- III Une lente émancipation depuis 1945
  - 1) La conquête des droits politiques
    - débat parité hommes - femmes dans la vie politique
      - Egalité reconnue dans le préambule de la constitution de 1946
      - Mais, femmes sous-représentées dans la vie politique
      - Malgré la loi de 2000 sur la parité en politique
  - 2) Les femmes dans la population active
    - augmentation de la part des femmes dans la population active
      - moitié de la population active
      - femmes représentées dans les fonctions tertiaires
      - mais "plafond de verre"
    - Scolarité
      - Nombre de bachelières supérieur à celui des bacheliers depuis 1964
      - Mais, plus de garçons que de filles diplômés de l'enseignement supérieur
  - 3) La place des femmes dans la famille
    - reprise du combat des femmes pour leur émancipation
      - *1949- Le Deuxième Sexe de S. de Beauvoir*
      - Création du Mouvement de Libération des Femmes (MLF)
    - Des lois qui reconnaissent l'émancipation féminine
      - 1967- loi Neuwirth légalise la contraception
      - 1975- loi Veil autorise l'IVG
      - 1982- IVG remboursée par la Sécurité sociale